

Rencontres économiques d'Aix en Provence : une certaine pusillanimité.

Posté le : 16 août 2016 09:44 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Pays en voie de développement, Attitudes

Les rencontres économiques d'Aix-en-Provence sont une initiative sympathique qui doit être encouragée. La difficulté est dans le choix de la programmation : faut-il chercher le consensuel sans aspérité ou attaquer les vraies difficultés à la racine ? La volonté d'institutionnalisation de l'évènement pousse à la première approche. Les nécessités intellectuelles de l'expertise plutôt à l'autre.

Quelles sont les grandes questions économiques de l'époque ?

Incontestablement, la baisse tendancielle de la croissance depuis 1971 est le défi principal, avec ses deux compagnons, un endettement croissant et des crises périodiques de plus en plus graves.

La réorganisation de la zone Euro est l'autre question de fond qui demande des idées neuves et précises.

La méthode d'élimination des conséquences de l'explosion de 2008 est l'énigme à court terme, avec ses excès de dettes et d'impôts.

Il aurait été courageux de s'attaquer à au moins un de ces thèmes. Au lieu de cela, un thème étrange a été choisi : « qu'attend-on d'un pays ? » avec une traduction anglaise qui ne correspond pas « What is a nation for ? ».

On sent qu'il a fallu éviter le titre naturel : que peut faire un Etat national dans une ordo-économie ouverte et fondée sur des règles micro économiques quand rien ne va et que les régulateurs des marchés, comme les banques centrales, sont impuissantes ?

La réponse serait naturellement : tenter de changer le cadre institutionnel international fautif, ce qui implique de lourdes remises en cause intellectuelles et un gros problème diplomatique.

Au lieu de cela, on laisse croire que le cadre est bon et qu'il faut s'adapter, c'est à dire que les acteurs économiques d'un « pays » doivent accepter de « s'améliorer » individuellement, en « faisant des efforts ». Cela va de pire en pire, mais ce n'est pas grave : adaptons-nous de plus en plus.

Le thème induit la litanie des suggestions finales, toutes parfaitement vaines mais consensuelles :

A l'échelle du monde

1. 1. Faire émerger de nouvelles formes de coopération mondiale associant négociations entre Etats et acteurs de la société civile

Puisque les « acteurs de la société civile » sont les seuls vecteurs sollicités, il est normal qu'on les associe. Pour faire quoi ? Bof !

2. Créer une autorité internationale de protection et de sécurité des données personnelles

Créer un nouvel organe de régulation des marchés, est dans l'esprit général. Des individus

mondialisés en compétition dans le cadre de règles. L'ordo-libéralisme est bien à l'ordre du jour.

A l'échelle de l'Europe

- 3. Insister fermement pour que les négociations avec le Royaume-Uni s'entament rapidement et avoir pour objectifs le maintien de la cohésion de l'Union et l'ancrage des Britanniques au continent**

C'est ça : soyons ferme et gentils. Les bisounours avec nous.

- 4. Entériner le principe d'une Europe à plusieurs vitesses et réserver des politiques de plus forte intégration, notamment le policy mix, à un noyau dur représenté par la zone euro**

Plus d'Europe est nécessaire puisque l'Europe ne marche pas.

- 5. Relancer l'Union européenne autour de 4 axes : fiscalité, gestion des frontières, innovation, défense**

Plus d'Europe est nécessaire puisque l'Europe ne marche pas.

- 6. Créer un espace culturel européen à travers la mobilité**

Chouette ! On est sauvé.

Plus de banalité, on ne peut pas. Dans le consensuel mou européen, dispensateur de places, et de subsides européens, on atteint une forme de perfection.

A l'échelle de la France

- 7. Donner la priorité absolue à l'éducation et la formation**

Ce ne serait donc pas le cas ?

- 8. Faire de la politique du logement un vecteur d'intégration et de lutte contre les inégalités**

Nous avons le taux de prélèvement et de dépense le plus lourd du monde.

- 9. Mettre en place une fiscalité favorisant l'épargne longue et l'initiative entrepreneuriale**

Nous sommes recordman du monde des prélèvements sur l'entreprise et le capital et le revenus du capital. Il ne s'agit pas de « favoriser » mais d'empêcher l'effondrement.

- 10. Lancer les bases d'une « société de la seconde chance »**

Bla bla bla pour faire social et se faire pardonner le point précédent.

- 11. Créer un contrat de travail unique, équilibré, à droit progressif**

Y a pu ka.

- 12. Instaurer l'obligation d'évaluer toutes politiques publiques et d'instaurer un débat public sur les résultats**

Bla bla bla. Le rôle des économistes est déjà d'évaluer les résultats économiques et les causes de leur faiblesse. Pas d'obtenir des places dans des comités d'évaluations des politiques publiques ;

Au total, ce tissu de banalités conformistes n'apporte strictement rien.

Domage. Suggérons aux organisateurs de prendre un peu plus de risques intellectuels lors de la prochaine édition.

